



## Adresse aux agents

Bonjour,

Dans la situation particulière que nous vivons, lourde de dangers, l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO des Hautes Pyrénées a décidé de s'adresser à vous :

Après le premier confinement, la DGFIP avait appliqué un moratoire sur toutes les réformes et les restructurations en cours. Le gouvernement avait dû suspendre la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage.

En dépit d'une crise sanitaire qui conduit à un état d'urgence permanent avec toutes les restrictions de déplacement, de réunions, de rassemblement qui s'en suivent, la DGFIP « profite » au contraire de la situation et les DDFIP également pour accélérer, passer en force et imposer la remise en cause générale des fondements de notre administration.

L'intersyndicale est intervenue fortement sur la demande de suspension des réformes car elle estime que la période, déjà anxiogène, ne doit pas être mise à profit pour poursuivre le démantèlement de nos services.

Pour l'intersyndicale, les mesures prises dans la période, limitent, de fait, le libre exercice de l'activité syndicale, l'expression libre et légitime de la contestation dans toute démocratie, du fait des dispositions et lois qui restreignent les libertés de circulation et de rassemblements.

Mais, pour le DGFIP, la messe est dite, les agents ont pu s'exprimer : pas question de pause dans les réformes !

Dans les Hautes Pyrénées , le DDFIP, en bon soldat loyal, convoque les organisations syndicales à un comité technique local conclusif dès le 12 novembre 2020 en audio-conférence qui plus est !

A l'ordre du jour, le nouveau réseau de proximité dans notre département qui va détruire notre administration et de fait spolier les agents de leurs droits et de leurs garanties statutaires.

Il prétend ainsi profiter de la situation de pandémie qui limite drastiquement l'activité syndicale, la possibilité d'informer et de débattre, pour imposer le NRP en ignorant au passage l'expression des élus locaux !

Nous avons bien entendu alerté les élus du département sur la mise en place imminente de ce projet mortifère.

L'intersyndicale n'accepte pas ce véritable coup de force, bafouant le cadre démocratique. Nous avons adressé au DDFIP une demande de moratoire sur les réformes en cours, d'une part parce que la vie démocratique est limitée par les restrictions liées à la crise sanitaire et, d'autre part, parce que ces restructurations vont avoir des conséquences insoutenables et inacceptables pour les agents.

L'intersyndicale CGT, Solidaires, FO-DGFIP rejette fermement une NRP qui n'est rien d'autre que la chronique d'une destruction annoncée, celle des missions et du réseau mais aussi celle des droits et garanties des agents des finances publiques !

**ELLE VOUS INVITE TOUTES et TOUS à SIGNER MASSIVEMENT  
LA PETITION INTERSYNDICALE**



